1889.
NEW ZEALAND.

CORRESPONDENCE
RELATING TO THE CONVICT GASPARINI.

Transmitted by Message from His Excellency the Governor: Return to an Address of the House of Representatives of 26th June, 1889.

No. 1.

Vice-Consulat de France en Nouvelle-Zélande,
Wellington, le 11 Septembre, 1888.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,—

Les deux cas d'extradition qui ont fait l'objet des dépêches que j'ai eu l'honneur de vous adresser, en date des 25 Avril, 21 Juin, et 6 Juillet derniers, se sont dénoués pendant l'absence de votre Excellence.

Des deux criminels dont Son Excellence Sir James Prendergast, Député-Gouverneur, avait accordé l'extradition sur mes réquisitions, l'un, le nommé Cury, banqueroutier frauduleux, a bénéficié d'une décision d'*habeas corpus* prononcée par le Juge de la Cour Suprême.

Tandis que le second, François Gasparini, condamné pour vol, dont la demande d'*habeas corpus* avait été rejetée par le même Juge, a été remis entre mes mains, uniformément aux stipulations du traité Anglo-Français du 14 Août, 1876, et dirigé, par mes soins, sur Sydney, pour être, de Sydney, reconduit en Nouvelle-Calédonie.

La Direction de la Police locale avait bien voulu mettre à ma disposition les services d'un de ses agents, le Détective John Mitchell Walker, pour accompagner le dit Gasparini jusqu'à Sydney, et assurer sa remise entre les mains du Consul de France en cette ville, représentant le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie.

Le prisonnier en question a été embarqué, en ma présence, sur le *steamer* "Wakatipu," à la date du 11 Août dernier, à trois heures dix minutes après midi.

J'ai appris par un message télégraphique de M. le Comte de Séguier, Consul de France à Sydney—message portant la date du 31 Août—que le prisonnier Gasparini n'avait pas été remis entre ses mains, et que le Détective J. M. Walker, qui en avait charge, était reparti pour la Nouvelle-Zélande.

Je crois devoir conclure de cette information que le prisonnier extradé Gasparini a échappé à la surveillance de son gardien, et a disparu mystérieusement.

La manière dont le Détective Walker s'est acquitté de ses fonctions, pendant la cours du voyage du "Wakatipu," a fait l'objet d'un échange de communications écrites entre Monsieur le Commissaire-Général de la Police et moi-même.

Pendant le cours d'une procédure d'extradition qui a duré près de quatre mois, j'ai trouvé auprès de votre Excellence l'appui le plus bienveillant; et j'ai obtenu tout le concours désirable, compatible avec la loi Anglaise et les traités, de la part de l'Honorable Ministre de la Justice et de M. le Commissaire-Général de la Police.

Mais je crois devoir porter jusqu'à votre Excellence l'expression du profond regret que m'a causée l'intervention ostensible, dans cette affaire d'extradition, d'un Ministre de la Couronne en faveur des criminels susdésignés. En effet, cette intervention n'a pas seulement doublé les difficultés de ma tâche, mais, bien plus, elle a mis à néant les efforts combinés des autorités coloniales Neo-Zélandaises et des autorités Françaises, en vue d'assurer l'extradition des deux criminels en question.

L'Honorable Ministre de l'Education, qui était présent pendant la procédure d'extradition devant Son Excellence le Député-Gouverneur, a en effet prêté son concours et son influence au forçat Gasparini, en vue d'obtenir sa mise en liberté. A peine Sir J. Prendergast avait-il accordé l'extradition de ce forçat, en lui notifiant qu'il avait un délai de quinze jours pour se pourvoir en appel, par une demande d'*habeas corpus*, que l'Honorable Ministre de l'Education disait à haute voix devant dix témoins, dont Son Excellence: "*I will see to it*" ("J'en fais mon affaire"), et se mettait en communication avec le dit forçat, par l'entremise de l'interprète Robertson.

Si cette intervention d'un membre du Gouvernement ne s'était pas produite, j'ai lieu de croire que les décisions d'extradition de Son Excellence le Député-Gouverneur seraient devenues définitives; qu'il n'y aurait pas eu d'appel à la Cour Suprême. En effet, le défenseur du prisonnier Cury s'était, dès lors, retiré; et le prisonnier Gasparini n'était pas défendu, lorsqu'une liste de souscription a été ouverte et circulée par l'Honorable Ministre de l'Education, en vue d'engager les services d'un avocat de renom pour la défense du dit Gasparini.

Cette même intervention d'un membre du Gouvernement colonial a eu pour effet de créer, dans une portion considérable de la population Neo-Zélandaise, un mouvement de sympathie vis-à-vis de deux forçats réclamés par le Gouvernement Français.